



**Prospérité
pour les financiers,
Austérité
pour les salariés :**



ÇA SUFFIT !

11 octobre 2011

S'attaquer à la crise par les revendications

Pour la CGT, les politiques de bas salaires, de suppressions et de précarisation de l'emploi, de réduction de la protection sociale, des services publics et des droits des salariés ne sont pas les conséquences mais les raisons de la crise.

Ces causes découlent de choix politiques pour donner toujours plus de gages aux marchés financiers et aux agences de notation avec des conséquences dramatiques pour les salariés.

POUR GAGNER,
ne laissons pas les affaires du monde dans les mains du monde des affaires !

C'est par les revendications construites sur chaque lieu de travail et les mobilisations pour les faire aboutir que les salariés, unitairement, avec leurs syndicats, porteront une sortie de crise par le social.

Il est urgent d'exiger l'ouverture de négociations dans chaque entreprise pour revendiquer :

- ↳ des augmentations de salaires avec un niveau d'entrée dans les grilles à 1700 € bruts ;
- ↳ la fin des inégalités de traitement entre les femmes et les hommes ;
- ↳ l'arrêt des suppressions d'emplois ;

↳ la transformation des heures supplémentaires en emplois. (186 millions d'heures supplémentaires au 2^{ème} semestre 2011 représentent 400 000 emplois en rythme annuel et 3 milliards de recettes pour la Sécurité sociale) ;

↳ le contrôle des aides publiques aux entreprises (170 milliards en 2010, soit 9 millions de Smic (cotisations sociales comprises)...

C'est en ce sens que les dix exigences de la CGT pour sortir de la crise doivent être transformées en revendications concrètes sur chaque lieu de travail.

Chaque euro gagné par les salariés, chaque emploi gagné ou conservé, chaque exonération fiscale et sociale mise au service de la production ... sont autant de moyens au service de la relance économique.

Tout ce qui sera gagné par les salariés sur chaque lieu de travail inversera la répartition des richesses créées et représentera des milliards d'euros au niveau national et européen.

Les 10 exigences de la CGT pour sortir de la crise

- ① Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux
- ② Contrôler les aides publiques aux entreprises
- ③ Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
- ④ Suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- ⑤ Stopper les suppressions d'emplois
- ⑥ Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
- ⑦ Réformer la fiscalité en profondeur
- ⑧ Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits
- ⑨ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
- ⑩ Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique



Communiqué intersyndical

La situation ne cesse de se dégrader, renforçant les inégalités et mettant à mal la cohésion sociale. Les mesures décidées par le gouvernement se caractérisent par leur inefficacité et leur injustice. L'inquiétude des salariés, des étudiants, des jeunes, des retraités, des privés d'emploi est réelle, et les conséquences économiques et sociales sont redoutables en matière d'emploi et de protection sociale.

La situation appelle des réformes structurelles (réforme globale de la fiscalité, politique industrielle coordonnée au niveau européen, services publics de qualité).

Sans attendre, des mesures doivent être prises pour répondre à l'urgence de la situation :

- ↪ Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité.
- ↪ Supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires.
- ↪ Conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique.
- ↪ Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction Publique, résorber la précarité.
- ↪ Soutenir le pouvoir d'achat, notamment des plus bas revenus, et rouvrir des négociations salariales pour réduire les inégalités notamment entre les hommes et les femmes.
- ↪ Abandonner la taxation des complémentaires Santé.
- ↪ Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.

En appui à ces objectifs, les organisations syndicales confirment leur appel à une journée nationale interprofessionnelle le mardi 11 octobre 2011. L'intervention des salariés est indispensable pour peser sur le patronat, le gouvernement et les parlementaires, notamment dans le cadre du débat sur les lois de finances et de la sécurité sociale 2012.

En Gironde, les organisations (CFDT, CGT, FSU, UNSA, Solidaires, UNEF) appellent leurs syndicats :

- ↪ à se rencontrer sur les lieux de travail ;
- ↪ à favoriser les échanges et l'expression des salariés autour des enjeux et des priorités à tenir, dans cette période afin qu'ensemble nous pesions sur les choix des décideurs ;
- ↪ à décider avec les salariés des meilleures modalités d'action, y compris la grève, pour que le 11 octobre soit une grande journée de mobilisation et d'actions interprofessionnelles.

Les organisations (CFDT, CGT, FSU, UNSA, Solidaires, UNEF) appellent à

Rassemblement et Manifestation

le mardi 11 octobre 2011

11H30 à Bordeaux

Place de la République

Place de la république, Gambetta, cours de l'intendance, allées Tourny

Les organisations (CFDT, CGT, FSU, UNSA, Solidaires, UNEF) conviennent de se rencontrer après le 11 octobre pour décider des suites à donner à cette action.